

Entretien avec l'ambassadeur, haut représentant du Gabon en France

Flavien Enongoue : "La page des formidables malentendus est tournée"

Propos recueillis par Christian G. KOUIGA
Paris/France

De cet échange pour le moins convivial, à Paris, le vendredi 19 avril 2019, le diplomate gabonais répond, mais avec plaisir et faconde, à quelques questions que nous avons bien voulu lui poser. Lecture.

L'union. Monsieur l'ambassadeur, pour commencer, comment se portent les relations diplomatiques entre le Gabon et la France ?

Flavien Enongoue : "Le moins que l'on puisse dire est que ces relations sont au beau fixe. Je peux raisonnablement affirmer que, aujourd'hui, la page des formidables malentendus est tournée ; ainsi qu'en témoigne le succès incontestable du colloque que nous venons d'organiser en partenariat avec Business France, le 29 mars dernier au Palais du Luxembourg, siège du Sénat, sur le thème : "Le Gabon, un marché d'Afrique centrale en voie de diversification". Outre l'importante mobilisation des opérateurs économiques, on a pu constater leur participation effective aux débats. Il s'agissait essentiellement de faire rencontrer décideurs, acteurs économiques gabonais et français, en vue de l'accroissement du volume des échanges économiques et commerciaux dans des secteurs considérés aujourd'hui comme porteurs de croissance. Un point préalable était fait sur la situation macro-économique qui évolue progressivement depuis bientôt deux ans. Par la suite, il était question d'exposer, exemples et témoignages à l'appui, sur les opportunités d'investissements des entreprises françaises dans lesdits secteurs (transports et logistique, bois, agro-alimentaire, agriculture, énergie, numérique, tourisme, culture, santé), ainsi que sur les innovations dans le financement des projets et des exportations. Je voudrais également ajouter que, la coopération économique constitue un levier majeur de la relance et de l'approfondissement de notre relation diplomatique. Nous avons eu l'occasion d'en discuter au cours de l'audience que le Secrétaire d'Etat français auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, M. Jean Baptiste Lemoyne, a accordée aux membres du gouvernement venus prendre part au colloque, en l'occurrence messieurs Justin Ndoundangoye, ministre gabonais des Transports et de la Logistique et Hilaire Machima, Ministre délégué à l'Economie, à la Prospective et de la Programmation du développement chargé de la Promotion des Partenariats publics-privés.

Autrement dit...?

Comme vous aurez donc constaté, et ce n'est point un hasard, qu'en amont de cet événement, l'année 2018 a connu des avancées considérables dans le renforcement de notre relation diplomatique avec la France. Je pense, d'une part, au tête-à-tête entre le président Ali Bongo Ondimba et son homologue français Emmanuel Macron, le 12 octobre à Erevan, en Arménie, en marge des travaux du 17e Sommet de la Francophonie, et d'autre part, l'entrevue entre les deux ministres en charge des Affaires étrangères, le 11 novembre suivant, en marge du Forum de Paris sur la Paix, organisé à la faveur de la célébration du Centenaire de l'Armistice de la Première Guerre mondiale. C'est cet élan qui se poursuit aujourd'hui. Et il est permis d'espérer qu'il en sera encore davantage dans les mois et années à venir. C'est le sens de la mission qui m'a été confiée par le chef de l'Etat, dont je me réjouis au passage du retour au pays. Je saisis l'occasion pour



Photo : DR

L'Ambassadeur Flavien Enongoue (d) répondant à nos questions.

renouveler les vœux de prompt rétablissement, au nom de tous les collaborateurs et de la communauté gabonaise vivant en France et dans les autres pays de la juridiction.

Il y a quelque temps, les autorités françaises ont annoncé l'augmentation significative des frais de scolarité pour les étudiants étrangers. Au regard du nombre important d'étudiants gabonais en France, quelle appréciation faites-vous de cette mesure ?

Il n'y a pas d'appréciation publique particulière à faire au sujet d'une décision souveraine du Gouvernement français. Le plus important est de voir comment nous organiser en conséquence. Pour cela, il convient d'abord de faire le point de la situation. Je signale, sur ce plan, qu'il y a environ 4 500 étudiants gabonais en France, dont un milliers de boursiers de l'Etat gabonais, et environ une centaine de bénéficiaires de la bourse de coopération française dite "Concorde". Sur la mesure elle-même, nous sommes au moins rassurés que ceux déjà inscrits dans un cycle ne seront concernés qu'au moment de leur inscription éventuelle dans un nouveau cycle. De ce que j'ai pu comprendre du côté gabonais, l'Agence nationale des Bourses du Gabon (ANBG) pourrait être amenée à explorer d'autres destinations pour les prochaines attributions de bourses d'études. Le Maroc et la Tunisie semblent être un intérêt évident pour cela.

D'aucuns pensaient que nos liens sécuritaires avec la France auraient pu profiter aux étudiants gabonais ...

Soit ! Il faut dire qu'au regard de la profondeur de notre coopération, tout est mis en œuvre pour maintenir, voire amplifier tous les leviers de coopération avec la France, notamment dans ce domaine précis de la formation et de la recherche scientifique. Pour illustration, l'ambassade, à travers le service académique, a pris part le 02 avril 2019, à Lille, à un séminaire organisé par la Communauté des Universités et Grandes Ecoles (COMUE) des Hauts-de-France, sur la thématique «La COMUE, l'Enseignement supérieur et la recherche dans sa dimension territoriale, la région». Aussi a-t-on pu obtenir de meilleures informations sur la cartographie de cette deuxième Région de France par le nombre d'étudiants, les potentialités de formation, la qualité des structures de re-

cherche, d'innovation et d'accueil des étudiants internationaux. A cette occasion, différents acteurs de la région présents ont manifesté un vif intérêt à offrir au Gabon des opportunités dans le cadre de la mobilité étudiante et du renforcement des capacités des enseignants et chercheurs. Ainsi, l'Université de Lille, qui souhaiterait réactiver sa coopération avec l'Université des Sciences de la santé d'Owendo, s'est dite déterminée à étendre éventuellement cette collaboration par la signature d'un protocole d'accords dans divers autres domaines. Une autre proposition de collaboration aussi intéressante a été faite par l'Ecole nationale supérieure des Métiers et des Arts (ENASM) qui compte s'installer au Maroc pour ensuite renforcer sa présence sur le continent africain. Cette grande école serait disposée à recevoir des contingents d'étudiants gabonais. De même, l'Ecole centrale de Lille se propose d'accompagner le Gabon pour des formations d'ingénierie industrielle et de technologique (mécanique, génie civil, informatique), de biomédecine et en métiers de développement durable. Dans la même dynamique, l'Institut Pasteur a exprimé à l'ambassade sa ferme volonté de formaliser, par une convention, les échanges informels qu'il développe depuis un certain temps avec le Centre médical de Lambaréné (CEMEL).

L'éventail est appréciable, mais y-a-t-il d'autres perspectives ?

Oui bien sûr ! Des perspectives similaires de coopération sont en exploration avec le département de Loiret et la Région Centre-Val de Loire. Des propositions concrètes de collaboration pourraient naître de la participation de l'ambassade à la rencontre qu'organisent les établissements d'enseignement supérieur de la Région à Orléans, le 20 mai 2019. Pour tirer le meilleur parti de tous ces efforts, je réitère, ici, le vœu exprimé à l'endroit des administrations gabonaises compétentes, plus précisément du ministère en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, celui d'approfondir les échanges sur ces différentes offres qui répondent à la politique gouvernementale de formation d'un capital humain compétitif, capable d'accompagner la mise en œuvre du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE).

S'agissant de la coopération culturelle, pouvez-vous nous dire où en sommes-nous avec la France ?

Sans prétendre à l'exhaustivité, ni à aller dans les détails des dossiers, je peux évoquer deux d'entre eux. Le premier concerne la question du rapatriement des biens culturels et l'appui que nous pouvons attendre de la France dans l'élaboration de notre politique muséale. L'ambassade a, sur ce sujet, des relations très suivies avec les collaborateurs du chef de l'Etat en charge de ce dossier, à savoir le Pr Patrick Daouda Mouguiama et Madame Alida Bignoumba, Conseillers spéciaux du président de la République, respectivement en charge des Départements Education, Formation et Recherche et Culture, Tourisme et Sports. Des séances de travail que nous avons eues lors de leur passage ici montrent bien que, du point de vue du président de la République, «la question de la restitution du patrimoine culturel est ainsi délestée des postures idéologiques et restituées dans le cadre de la politique muséale gabonaise qui prend en compte la mise en cause de la muséographie, valorise l'esthétique et redéfinit le rôle des musées dans l'arrière-pays» et que, par ailleurs, l'évolution de la position française sur la restitution des biens culturels pose inévitablement la question de la redéfinition du projet scientifique et culturel du Musée national du Gabon.

D'autres remarques ... ?

Effectivement ! Ils m'ont également fait observer que, à travers le monde, est enregistrée une évolution de l'identité des musées qui, de toute façon, doivent se renouveler en permanence pour éviter la fossilisation de leur projet. Je note aussi que, du côté du ministère de la Culture, on travaille à mettre à profit de bonnes relations avec la France pour faire aboutir au plus vite ce dossier. J'ai reçu, le mercredi 10 avril, une délégation dudit ministère conduite par le Pr Pierre Claver Mongui, venue échanger avec nous sur les démarches que le ministère de la Culture entreprenait auprès des autorités du Musée du Quai Branly et de l'Unesco. Le deuxième dossier porte sur la préparation de la participation du Gabon à la Saison culturelle africaine qui aura lieu en France au second semestre de 2020, à l'initiative du président Emmanuel Macron. Le moment venu, il sera décliné le contenu de l'offre culturelle du Gabon à ce grand événement et/ou rendez-vous culturel.